

Vive la Commune !

Comme à la Libération
le peuple conserve
ses armes

Depuis le 4 septembre 1870 l'Empire de Napoléon III était mort, abattu comme un château de cartes par la révolution parisienne après le désastre de Sedan. En vue de la défense de leur ville tous les Parisiens capables de porter les armes étaient alors entrés dans la garde nationale. Mais les forces étaient inégales, les généraux avaient hâte d'en finir, et le 28 janvier 1871 Paris, encerclé par les Prussiens, affamé, capitulait. Les forts étaient rendus et les fortifications désarmées. Par contre la garde nationale, c'est-à-dire le peuple en armes, conservait ses fusils et ses canons. Au nouveau gouvernement, Thiers, anxieux, comprenait que tant que les ouvriers parisiens garderaient ces armes la domination des grands propriétaires fonciers et industriels serait menacée. Ce que n'avaient pu faire, de peur de ranimer la guerre, les Junkers prussiens, il l'osa : le 18 mars il envoya des troupes avec ordre de ramener l'artillerie appartenant à la garde nationale. Sa tentative échoua. La guerre entre Paris, le Paris des ouvriers, des artisans, des chômeurs, des petits boutiquiers et le gouvernement siégeant à Versailles aux ordres de la grande bourgeoisie, était déclarée.

Dix jours plus tard la Commune était élue et proclamée solennellement au milieu d'une grande joie populaire. Au départ, opposition patriotique à l'incapacité de généraux qui livraient le pays à l'armée étrangère, la résistance du peuple parisien se transformait en un puissant mouvement prolétarien.

Ici Commune !
Ce fut la Révolution

La Commune ce fut la Révolution !
S'étant emparée de la machine de l'Etat, la classe ouvrière ne pouvait se contenter de la faire marcher pour son propre compte, elle devait

la détruire, instaurer de nouvelles formes de gouvernement, de gouvernement à son seul service.

Le pouvoir de la Commune ce fut la Dictature du Proletariat !
Malgré sa courte existence de sept semaines, elle en administra aussitôt la preuve, et avant tout dans son gouvernement.

Les ouvriers
étaient au pouvoir

Pour gérer les services publics, commander l'armée, promulguer et faire appliquer les décrets : des ouvriers exerçant le pouvoir au nom de leur classe. Les fonctionnaires de la Commune, révocables à tout moment, recevaient par ailleurs un salaire égal à celui d'un ouvrier qualifié : 6.000 francs (par an). Des étrangers siégeaient au Comité Central de la Commune car le « drapeau de la Commune est celui de la République mondiale ».

Elle supprima la conscription de l'armée permanente et reconstruisit la garde nationale composée de tous les citoyens comme seule force armée. Elle décréta la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Elle prit comme emblème le drapeau rouge, symbole de « l'unité fédérale du genre humain », s'affirmant ainsi clairement pour la République universelle.

La défaite

Malheureusement les Communsards n'eurent guère le temps de passer aux réalisations pratiques. Malgré leurs efforts, le mouvement ne put gagner la province. Paris restait isolé tandis que Thiers, le « sinistre vieillard », ne perdait pas de temps et reconstituait une armée puissante, en particulier grâce au concours de Bismarck qui avait accéléré le retour des prisonniers. Eloquente image de la solidarité de la classe des bourgeois de tous les pays face à l'insurrection prolétarienne !

Les uns après les autres les forts qui gardaient Paris tombèrent. Du 21 au 28 mai, une féroce bataille de rue opposa Versailles et Communsards. Le 28 au Père Lachaise, devant un mur qui est devenu depuis le

Mur des Fédérés, les derniers défenseurs de la Commune tombaient les armes à la main.

Des massacres que
connaissent aujourd'hui
les Coréens

D'innombrables massacres, des horreurs sans nom suivirent. Vingt mille Parisiens furent fusillés parmi lesquels des femmes et des enfants. Des dizaines de milliers furent déportés, exilés, emprisonnés. La répression fut d'autant plus féroce que les possédants avaient eu plus peur.

La Commune a représenté le premier essai de gouvernement ouvrier. Elle a échoué non pas parce que l'héroïsme lui fit défaut, mais parce que mouvement essentiellement spontané, il ne se trouvait à l'époque aucun grand parti révolutionnaire capable d'en prendre la tête, de lui assigner des buts précis, de lui donner les moyens appropriés pour vaincre. Cette nécessité d'un grand parti unique de la classe ouvrière est une leçon que nous devons, aujourd'hui encore, comprendre. Et la comprendre cela veut dire : travailler à la construction du parti révolutionnaire ; c'est une des tâches de notre M.R.J.

A l'heure actuelle tout le monde célèbre l'anniversaire de la Commune, même les pires réactionnaires du R.P.F. Ce sont justement les héritiers de ceux que les Communsards de 71 voulaient abattre : tous ceux qui dans « d'émouvants discours » parlent de « liberté et de justice pour tous » alors que le régime qu'ils nous imposent n'est qu'oppression, bas salaires, misère, chômage et guerre.

La liberté et la justice elle était du côté des Communsards qui avaient institué le gouvernement du peuple pour le peuple, c'est-à-dire d'un gouvernement travaillant dans l'intérêt de l'immense majorité contre la poignée des profiteurs.

Aux prolétaires du monde entier la Commune a montré ce qu'était la véritable Démocratie ouvrière.

C'est sous son drapeau que nous continuons aujourd'hui le combat.

J. LAURENT.

JEUNESSE 51 c'est le printemps... pas pour les midinettes

La belle saison commence, c'est le printemps, c'est la saison du renouveau des feuilles, des fleurs... et aussi pour la « bonne société » le moment de se montrer dans les salons des grands couturiers parisiens pour choisir les toilettes à la « dernière mode ».

Pour certains c'est cela la belle saison, mais pour les couturiers qui ont fabriqué ces somptueuses robes, tailleurs, c'est toujours la perspective de se retrouver en chômage. Si les journalistes relatent avec forces détails les présentations des dernières collections, leurs récits s'arrêtent aux portes des grands salons où le « Tout Paris » est réuni pour admirer les chefs-d'œuvre que fabriquent derrière ces portes les couturières aux salaires de misère.

Une jeune ouvrière « seconde main » me décrivait dernièrement les conditions de travail.

C'est toujours plus de 8 h., 10 h., 11 h. et même plus qu'on leur impose au moment des collections... et il n'y a du travail que dans ces périodes. Après ce sont les licenciements massifs. Quelques ouvrières sont gardées pour redémarrer la saison suivante.

Le Bureau de placement n'inscrit pas au chômage immédiatement parce que, deux ou trois semaines après, il peut y avoir du travail à nouveau. Cela veut dire dans l'année plusieurs

semaines sans travail. Les payes sont en général en dessous des tarifs légaux et les organisations syndicales sont inexistantes dans les petites maisons où les ouvrières sont constamment renouvelées. C'est uniquement dans les grosses maisons que les syndicats existent.

Les revendications des ouvrières de la couture sont multiples et très souvent élémentaires.

Des conditions de travail très pénibles, dans des appartements sans air donnant sur les cours, souvent dans des caves, travaillant toute la journée à la lumière électrique, les livraisons dictant les cadences souvent rapides.

Pour les jeunes, une surexploitation féroce. Les apprenties font les courses au lieu d'apprendre le métier. Les jeunes ayant leur C.A.P. ne trouvent pas d'emploi dans leur catégorie. Les patrons exigent des certificats, des ouvrières qualifiées. Ils embauchent les jeunes avec des salaires extrêmement bas qui sont obligés d'accepter de telles conditions pour avoir des certificats et réclamer ensuite des salaires plus forts.

Voilà les conditions de vie des couturières et le tapage fait autour des merveilleuses beautés de la couture parisienne ne cache pas l'exploitation cruelle des patrons couturiers.

R. VANET.

Crise de l'Université

Durant les vacances de Pâques, se tint le Congrès de l'U.N.E.F. à Aix-les-Bains. Deux semaines avant ce Congrès, se constituait le « Front Etudiant » — auquel participe le M.R.J. — dont le but est de regrouper les étudiants progressistes, sur une base syndicaliste.

Jusqu'en 1945, il n'y eut personne pour se réclamer du syndicalisme étudiant, mais, au Congrès de Grenoble (Pâques 1946), le terme faisait fortune. Toutefois, si tous se mettaient d'accord sur le terme, le contenu en restait vague et imprécis. Dans un numéro du « Semeur » de 1949, consacré à la « Condition Etudiante en France », Bouchet, un des rédacteurs de la Charte de Grenoble, définissait le syndicalisme étudiant comme « apolitique » et non apolitique, luttant pour les deux grands thèmes directeurs, démocratisation et revalorisation de l'enseignement.

Aujourd'hui, l'apolitisme triomphe dans l'U.N.E.F., apolitisme paradoxale compensé par un « partitisme ». En effet, si l'ensemble des dirigeants de l'U.N.E.F. se refuse à prendre des positions politiques, il n'en est pas moins vrai que chacun travaille en accord avec un ou plusieurs partis politiques. Le numéro du « Rassemblement » de décembre 1950 en est la meilleure preuve. Alors que le nouveau président de l'U.N.E.F. tenait vertueusement contre Gérard de Bernis qui s'était entretenu cordialement avec la délégation Viet-Namienne au Congrès de Prague, le « Rassemblement » titrait : « Les staliniens éliminés - Triomphe du syndicalisme étudiant », et revendiquait l'élection de Sarvonnat à la présidence de l'U.N.E.F., comme une victoire R.P.F. Chacun se défend de « faire » de la politique, pour mieux imposer le programme de son Parti.

Dans l'article du « Semeur », cité plus haut, Bouchet écrivait : « Etre ouvrier, c'est un état, être étudiant n'est qu'une étape ; il y a une classe ouvrière, il n'y a qu'un milieu tertiaire étudiant. »

Mais Bouchet n'ajoutait pas que les étudiants sont toujours étroitement unis aux classes. Quand on sait que 98 % des étudiants appartiennent à la bourgeoisie, toutes les questions apparaissent sous un nouveau jour.

La crise que traverse l'U.N.E.F. n'est plus alors seulement une crise du syndicalisme étudiant, elle représente, avant tout, un aspect de la crise qui bouleverse l'Université.

F. LAFOND.

Pour mieux mettre en lumière cette crise, des équivoques doivent être dissipées, avant tout, celle de l'Université au-dessus des classes, au service de la Nation toute entière. Rappelons simplement les paroles de Lénine en 1920, quand il s'adressait aux Fédérations de la Jeunesse et en parlant de l'enseignement bourgeois : « Il était normal que l'ancienne école, étant entièrement imbue de l'esprit de classe, ne dispensât des connaissances qu'aux enfants de la bourgeoisie. La moindre de ses paroles était adaptée aux intérêts de la bourgeoisie. » Remettons la phrase au présent et nous avons la clef de la crise que traverse actuellement le monde universitaire.

La crise de l'U.N.E.F., c'est la crise de l'enseignement. Depuis un demi-siècle, à travers les guerres et les crises, l'Université s'est démocratisée : 140.000 étudiants fréquentent actuellement les Facultés, contre 40.000 en 1900 et la majorité vient de la petite bourgeoisie. D'autre part, la libération a grandement contribué à donner l'impression que l'enseignement échappait aux mains de la bourgeoisie décadente. Actuellement, cette bourgeoisie ne peut plus permettre qu'un secteur comme l'enseignement lui échappe. Pour elle, la clef de la crise, nous la trouvons dans cette phrase de la déclaration du « Board of Education » de New York : « Nous sommes en état de guerre froide. Nos professeurs et nos écoles ont la possibilité et le devoir de guider nos enfants dans le bon chemin. » Et Hardman déclarait devant des professeurs anglais, français, belges, etc., au stage de Ashridge College Birkhamstead : « Vous découvrirez, sans nul doute, un héritage commun qui, le père, permettra de rapprocher les nations, afin que nous puissions accomplir dans le domaine de l'éducation et de la culture, ce que nous accomplissons actuellement dans le domaine militaire. »

Crise de l'U.N.E.F., crise de l'enseignement. La bourgeoisie ne peut pas plus accepter la démocratisation de l'enseignement, venant de l'U.N.E.F. qu'elle ne peut l'accepter des diverses commissions pour la réforme de l'enseignement. Elle craint de voir l'enseignement lui échapper, elle cherche à le reprendre en mains pour « assurer l'unité morale d'un pays fortement menacé », comme écrit Paul Boncour, voilà les causes profondes de la crise de l'Université, voilà les causes profondes de la crise de l'U.N.E.F.

NICOLAS.

BARCELONE : les jeunes à l'avant-garde CONTRE FRANCO

Après douze ans d'une dictature féroce et hypocrite, après douze ans d'isolement, d'abandon, le prolétariat espagnol s'est de nouveau levé, secouant le régime franquiste, renversant les illusions de ceux qui voyaient en l'Espagne un pays « socialement apaisé » qui participerait à la Défense atlantique.

La grève des tramways de Barcelone lancée par les étudiants et qui avait tourné à l'émeute a été suivie par une grève générale qui entraîna 350.000 travailleurs de Barcelone dans une lutte farouche contre Franco.

La grève éclata presque spontanément, à la suite d'une diffusion de tracts signés du syndicat phalangiste appelant à la grève générale, tracts dont les véritables auteurs restent inconnus. Le mouvement fit « boule de neige », les travailleurs déjà en grève allant faire débrayer les autres usines. Bientôt toute la ville fut paralysée, les boutiques fermées, cependant qu'une intense agitation politique se manifestait. Les travailleurs massés dans le centre de la ville, jeunes en tête, défilaient en colonnes serrées, attaquaient l'Hôtel de Ville. Des tracts faits à la main, dénonçant le régime,

circulaient par milliers. La police était débordée, la troupe refusait de se heurter aux grévistes. En toute hâte, Franco envoyait des renforts de police, des bâtiments de guerre mouillaient dans la rade.

Et la répression commença. Si « l'ordre » fut assez vite rétabli dans le centre de la ville, il ne fut pas aussi aisé de faire rentrer les ouvriers des usines de banlieue : ils tinrent bon pendant plusieurs jours. Pour briser la grève, les fascistes durent recourir à la terreur : 5.000 personnes ont été arrêtées, et la police maintient toujours l'état de siège dans la ville.

L'héroïque soulèvement du prolétariat de Barcelone a eu lieu sans direction, sans organisation. Isolé, les forces de répression ont pu le faire momentanément reculer, mais le mouvement est trop puissant pour être brisé. Il est né de la misère épouvantable où la dictature franquiste a plongé le prolétariat. Il marque un réveil grandiose du prolétariat espagnol ; il a montré que les jeunes, sans aucune expérience politique, avaient malgré tout su être à l'avant-garde de la lutte.

Si la première poussée des masses espagnoles n'a pas ren-

versé la dictature de Franco, elle l'a ébranlée à jamais. Le fascisme espagnol ne pourra maintenant que reculer devant la montée du prolétariat espagnol.

Nous sommes solidaires de la lutte menée en Espagne. Nous ne devons pas l'être théoriquement, mais réellement, dans l'action. Et le meilleur moyen d'aider les prolétaires espagnols est de lutter contre la politique de notre gouvernement capitaliste à l'égard du fasciste Franco. Il faut mener une campagne suivie d'agitation autour du véritable visage du régime de Franco.

Il faut appeler les syndicats à prendre une position active d'aide au prolétariat espagnol en pratiquant le boycott systématique de toutes marchandises à destination de l'Espagne.

Il faut exiger le retrait de l'ambassadeur français auprès du bourreau Franco.

Il faut lutter avec énergie pour la libération des antifascistes espagnols emprisonnés arbitrairement en France après la provocation du « hold up » de Lyon, et destinés à servir de monnaie d'échange pour l'inclusion de l'Espagne dans le Pacte Atlantique.

F. LAFOND.